

Un miracle britannique en trompe-l'œil

par Francisco Vergara

Le récent manifeste social-libéral de Tony Blair et Gerhard Schröder relance le débat sur l'efficacité des politiques de déréglementation et de libéralisation économique. A ce propos, l'économie anglaise (réformée dans le sens libéral par Margaret Thatcher) a souvent été donnée comme exemple au public français. Qui n'a pas vu, interviewées à la télévision, ces dynamiques entrepreneurs expatriés, partis outre-manche créer des emplois qui auraient pu l'être chez nous ... si les rigidités et les prélèvements obligatoires n'étaient si élevés.

A première vue, les chiffres semblent confirmer cette vision des choses. En effet, si l'on se penche sur une période relativement courte (de 1992 à 1998, par exemple), on voit un Royaume-Uni libéral qui semble décoller avec un taux de croissance de près de 3 % par an tandis que d'un autre côté nous avons un couple franco-allemand avec une croissance annuelle de l'ordre de 1,5 % seulement. L'évolution des taux de chômage dits "harmonisés" (ce qui ne veut pas dire "comparables") va dans le même sens. Pendant la même période ce taux passe, au Royaume Uni, de 11 % à 6 %, tandis qu'il augmente de près de trois points de pourcentage en Allemagne et d'un point et demi en France.

Pourtant, si on se penche un peu plus sérieusement sur les chiffres et que l'on se reporte aux analyses les plus récentes de l'OCDE (et non aux brochures "grand-public" de cette organisation), on constate que les choses sont bien moins claires.

Le « miracle anglais » : réduire le chômage sans créer d'emplois...

On peut constater d'abord que ce n'est pas en créant des emplois que l'économie britannique a réduit son chômage. Ainsi on lit dans l'avant dernier numéro de *Perspectives économiques de l'OCDE* : "la contribution de la croissance de l'emploi au recul du chômage entre 1990 et 1997 a été ... nulle au Royaume Uni" (juin 1998, page 197). De même dans la dernière *Etude* que cette organisation rédige tous les deux ans sur l'économie britannique on lit que : "l'emploi est encore au-dessous du niveau du début de la décennie ... Toute une série de lois relatives à l'emploi ont réduit le pouvoir de négociation des salariés ... Ces initiatives ... n'ont guère eu d'effet visible sur l'élévation des taux d'emploi¹ "

Où sont donc passés les chômeurs ? On les trouve désormais dans une catégorie appelée "non-emploi" composée, d'après l'*Etude* que nous citons, de plusieurs groupes : « Le premier groupe, et celui qui augmente le plus vite, est constitué des malades de longue durée et des handicapés ... [ce groupe] s'est accru de 1,5 millions de personnes au cours des vingt dernières années et représente 4% de la population d'âge actif ... Le deuxième grand groupe est celui des parents isolés ... le taux d'emploi des parents isolés est un des plus bas de la zone de l'OCDE. Le troisième groupe, qui compte actuellement un demi-million de personnes, est constitué de conjoints de chômeurs recensés ... [au total] près d'un cinquième des ménages d'âge actif sont sans emploi, soit près de trois fois plus qu'il y a vingt ans ... l'un des taux les plus élevés de la zone de l'OCDE² ».

Le Monde

HORIZONS-DEBATS

Dimanche 20 - Lundi 21 juin 1999.

Une croissance modérée

En ce qui concerne la croissance, la variable fondamentale pour la création d'emplois, les performances de l'économie britannique sont modestes et ne diffèrent guère de celles de la France et de l'Allemagne. L'appréciation erronée portée si souvent sur le dynamisme britannique vient du fait que la récession des années 90 a été plus accentuée dans ce pays que dans le reste de l'Europe, ce qui donne une illusion statistique lors du retour à la tendance. Si on prend en compte *tout le cycle économique* (sur une période de 10 ans), on constate que le taux de croissance tendanciel de ces trois pays est *très similaire*. En effet, si l'on mesure le taux de croissance entre le quatrième trimestre 1988 et le quatrième trimestre de 1998 (deux trimestres "normaux", ne correspondant dans aucun de ces pays à une période de récession) on constate que la croissance annuelle a été de 2,2 % en Allemagne, de 1,9 % en France et de 1,8% au Royaume Uni. Et cela malgré le fort "coup de frein" (lié à l'application à marche forcée des normes de Maastricht) qui a cassé la reprise de 1993-94 en France et en Allemagne (mais pas au Royaume-Uni). Voilà de quoi réfléchir avant d'appeler à imiter le modèle britannique.

Francisco Vergara est économiste et statisticien.

¹ OCDE, *Etude économique sur le Royaume Uni*, juillet 1998, pages 28 et 86.

² *Idem.*, pages 86-91.